



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

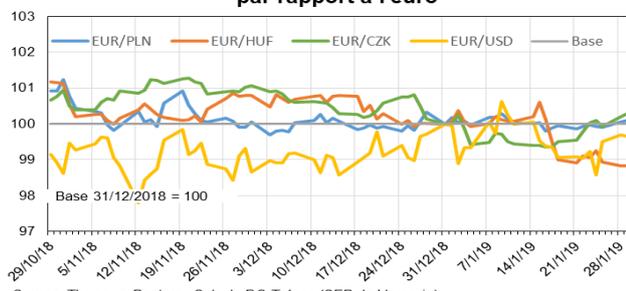
N° 2/2019

Du 18 au 31 janvier 2019

Ensemble de la zone

MARCHES FINANCIERS

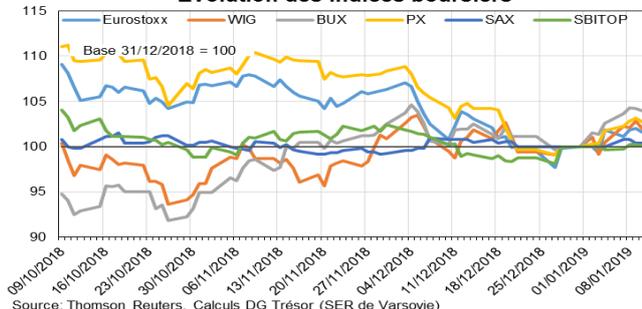
Evolution des devises à taux flottant de la zone par rapport à l'euro



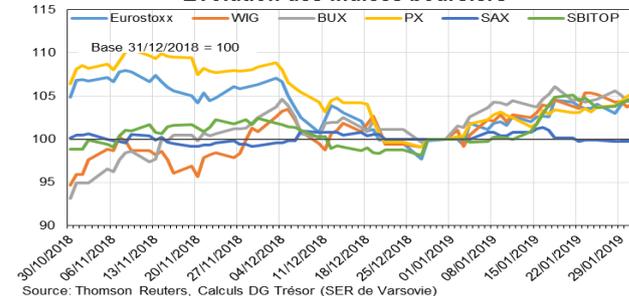
Clôtures au	31/01/2019	24/01/2019	Variation hebdomadaire	Depuis fin 2018
EUR/PLN*	4,2807	4,2859	- 0,12%	- 0,18%
EUR/HUF*	316,02	318,52	- 0,78%	- 1,52%
EUR/CZK*	25,756	25,724	+ 0,12%	+ 0,23%
EUR/USD*	1,1485	1,1305	+ 1,59%	+ 0,14%
WIG20	60 134,55	60 791,02	- 1,08%	+ 4,24%
BUX	40 867,01	40 890,94	- 0,06%	+ 4,42%
PX	1 038,95	1 017,7	+ 2,08%	+ 5,31%
Eurostoxx	2 889,42	2 858,64	+ 1,08%	+ 4,68%
Spread PL-10	255,4	263,1	- 7,7 pb	- 5 pb
Spread HU-10	267	269,3	- 2,3 pb	- 12,8 pb
Spread CZ-10	158,3	168,3	- 10 pb	- 11,6 pb

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.
Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers



Evolution des indices boursiers



POLITIQUE MONETAIRE

Taux d'intérêt (%)							
Zone euro		Rép. tchèque		Pologne		Hongrie	
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	1,75	Taux de refinancement à 1 semaine*	1,50	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*	0,90
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,40	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,75	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,15
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,75	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,50	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine	0,90
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	2,00	Réserves obligatoires	3,50	Réserves obligatoires	2,00

* Taux directeur

Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **Le déficit public de la zone euro atteint 0,5% du PIB et celui de l'UE à 28 atteint 0,6% du PIB au troisième trimestre 2018**, Eurostat le 21 janvier. Le déficit public est ainsi en hausse comparé au deuxième trimestre 2018, où il atteignait respectivement 0,3% du PIB dans la zone euro et 0,4% dans l'UE. Au troisième trimestre 2018, les recettes publiques totales se sont établies dans la zone euro à 46,1% du PIB, en baisse de 0,1pp par rapport au deuxième trimestre 2018. Les dépenses publiques totales dans la zone euro se sont quant à elles établies à 46,7% du PIB, en hausse par rapport au trimestre précédent (46,5%). Dans l'UE, les recettes publiques totales ont représenté 44,9% du PIB au troisième trimestre 2018, stables par rapport au deuxième trimestre 2018. Les dépenses publiques totales dans l'UE se sont quant à elles établies à 45,5% du PIB, en hausse de 0,2pp par rapport au trimestre précédent. Les excédents publics les plus importants ont été enregistrés au troisième trimestre 2018 à Malte (3,8% du PIB), en Bulgarie (3,6%) et au Luxembourg (3,1%), tandis que des déficits ont été observés en Roumanie (-3,6%), en France (-3,1%), en Lettonie (-2,1%), en Slovaquie (-1,5%), en Hongrie, en Finlande et au Royaume-Uni (-1,1% chacun), en Pologne (-0,8%), au Danemark (-0,3%) et en Autriche (-0,2%).
- **La hausse du prix des logements dans la zone euro et dans l'UE à 28 atteint 4,3% en g.a au troisième trimestre 2018**, Eurostat le 18 janvier. Les plus fortes hausses du prix des logements ont été enregistrées au troisième trimestre en Slovénie (+15,1% en g.a), aux Pays-Bas (+10,2%), en Irlande (+9,1%), en République tchèque (+8,7%), en Lettonie (+8,6%) et au Portugal (+8,5%), tandis que des baisses ont été observées en Suède (-2,1%) et en Italie (-0,8%). Comparé au deuxième trimestre 2018, les plus fortes hausses du prix des logements ont été enregistrées en aux Pays-Bas (+3,3%), à Malte (+3,1%) et en Croatie (+2,8%), tandis que des baisses ont été observées en Italie (-0,8%), en Roumanie (-0,7%), en Finlande (-0,4%) en Slovaquie (-0,3%) ainsi qu'en Hongrie (-0,2%).
- **La dette publique atteint 86,1% du PIB dans la zone euro et 80,8% du PIB dans l'UE à 28 au troisième trimestre 2018**, Eurostat le 21 janvier. Comparé au troisième trimestre 2017, la dette publique a diminué de 1,9pp dans la zone euro et de 1,7pp dans l'UE. A la fin du troisième trimestre 2018, les ratios de dette publique les plus élevés ont été observés en Grèce (182,2% du PIB), en Italie (133%), au Portugal (125%) et à Chypre (110,9%) ; tandis que les ratios les plus faibles ont été enregistrés en Estonie (8%), au Luxembourg (21,7%) et en Bulgarie (23,1%). Par rapport au deuxième trimestre 2018, six États membres ont enregistré une hausse de leur ratio de dette publique par rapport au PIB à la fin du troisième trimestre 2018 et dix-neuf autres une diminution, tandis que le ratio est resté stable dans trois États membres. Les plus fortes hausses du ratio ont été relevées à Chypre (+6,9 pp) et en Grèce (+4,8 pp). Les baisses les plus marquées ont été relevées à Malte (-3,1 pp), en Slovénie et en Croatie (-1,6 pp chacun), en Hongrie et en Tchéquie (-1,4 pp chacun), aux Pays-Bas (-1,1 pp) et en Pologne (-1 pp). Par rapport au troisième trimestre 2017, quatre États membres ont enregistré une hausse de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du troisième trimestre 2018 et vingt-quatre autres une diminution. Des hausses ont été observées à Chypre (+9,7 pp), en Grèce (+7,4 pp), au Royaume-Uni (+0,4 pp) et en Slovaquie (+0,1 pp). Les baisses les plus marquées ont été observées en Slovénie (-8,0 pp), à Malte (-6,8 pp), au Portugal (-4,6 pp), en Autriche (-4,3 pp), en Lituanie (-4,2 pp), aux Pays-Bas (-4,1 pp), en Irlande et en Croatie (-4,0 pp chacun).
- **Le nombre de nuitées passées dans des établissements d'hébergements touristiques dans l'UE à 28 atteint plus de 3,1 milliards en 2018, soit une hausse de 2,2% par rapport à 2017**, Eurostat le 23 janvier. Les plus grands nombre de nuitées ont été enregistrés en Espagne (467 millions de nuitées, -0,9% par rapport à 2017), en France (444 millions, +2,4% par rapport à 2017), en Italie (429 millions, +1,9% par rapport à 2017) et en Allemagne (419 millions, +4,3% par rapport à 2017). Les plus fortes hausses du nombre de nuitées ont été enregistrées en Lettonie (+8,3%), en Lituanie (+7,7%), à Malte (+6,5%), en Pologne (+5,8%), en Roumanie (+5,5%) et en Belgique (+5,4%), tandis que des baisses ont été observées au Luxembourg (-4,3%), en Irlande (-1,5%) et en Espagne (-0,9%). Dans l'UE, le nombre de nuitées passées dans des établissements d'hébergement touristique a augmenté légèrement plus vite entre 2017 et 2018 pour les résidents (+2,3%) que pour les non-résidents (+2,0%). Presque tous les États membres ont enregistré une augmentation du nombre de nuitées touristiques passées par des résidents, à l'exception de la Grèce (-7,3%) et du Luxembourg (-4,5%). Les plus fortes hausses ont été enregistrées à Chypre



(+10,6%), à Malte (+8,6%) et en Croatie (+8,4%). De même, le nombre de nuitées touristiques passées par des non-résidents a augmenté dans la quasi-totalité des États-membres, sauf en Irlande (-7,4%), au Luxembourg (-4,2%), en Espagne (-1,6%) et au Portugal (-0,1%). Les augmentations les plus fortes en 2018 ont été observées en Lettonie (+10,1%), en Belgique (+8,9%) et en Lituanie (+8,0%). Dans les États-membres de l'UE, la plus grande part des nuitées passées par les résidents a été enregistrée en Roumanie (81% du nombre total de nuitées), en Pologne (80%), en Allemagne (79%) et en Suède (74%). En revanche, le pourcentage le plus élevé des nuitées passées par les non-résidents a été observé à Malte (96% du nombre total de nuitées), à Chypre (95%) et en Croatie (93%).

- **Le revenu réel des ménages par habitant affiche une hausse de 0,3% en g.t dans la zone euro et de 0,8% en g.t dans l'UE à 28 au troisième trimestre 2018**, Eurostat le 29 janvier. Au deuxième trimestre 2018, le revenu réel des ménages par habitant avait enregistré une hausse de 0,4% en g.t tant dans la zone euro que dans l'UE. La consommation réelle des ménages par habitant a progressé au troisième trimestre 2018 de 0,1% en g.t dans la zone euro et de 0,4% en g.t dans l'UE. Au deuxième trimestre 2018, la consommation réelle des ménages par habitant avait progressé de 0,2% en g.t tant dans la zone euro que dans l'UE.
- **Le taux de chômage atteint 7,9% dans la zone euro et 6,7% dans l'UE à 28 en décembre 2018**, Eurostat le 31 janvier. Comparé à décembre 2017, le taux de chômage a reculé de 0,6pp dans la zone euro et de 0,7pp dans l'UE ; il atteint ainsi son plus faible niveau dans la zone euro depuis octobre 2008 et son plus faible niveau dans l'UE depuis le calcul de l'indicateur par Eurostat le 1^{er} janvier 2000. Eurostat estime qu'en décembre 2018, 16,306 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE, dont 12,919 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2018, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE comme dans la zone euro. Comparé à décembre 2017, le nombre de chômeurs a baissé de 1,533 million personnes dans l'UE28 et de 1,174 million personnes dans la zone euro. Les plus faibles taux de chômage ont été enregistrés en décembre 2018 en République tchèque (2,1% de la population), en Allemagne (3,3%), en Pologne (3,5%), aux Pays-Bas (3,6%), en Hongrie (3,7%), à Malte et en Roumanie (3,8% chacun) ; à l'opposé les plus forts taux de chômage ont été observés en Grèce (18,6%), en Espagne (14,3%), en Italie (10,3%) et en France (9,1%). Au cours des douze derniers mois, le taux de chômage a baissé dans tous les pays de l'UE à l'exception de la France où il est resté stable ; les plus fortes baisses ont été observées en Grèce (-2,4pp), en Espagne (-2,2pp) et en Croatie (-2pp).
- **Le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans atteint 14,9% dans l'UE à 28 et 16,6% dans la zone euro**, Eurostat le 31 janvier. Le taux de chômage des jeunes est ainsi en recul de 1,2pp par rapport à décembre 2017 dans la zone euro comme dans l'UE. En décembre 2018, 3,365 millions de jeunes de moins de 25 ans étaient au chômage dans l'UE28, dont 2,391 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2017, le nombre de jeunes chômeurs a diminué de 249 000 dans l'UE28 et de 141 000 dans la zone euro. En décembre 2018, les taux de chômage des jeunes les plus faibles étaient enregistrés en République tchèque (5,8%), en Allemagne (6%) et aux Pays-Bas (6,6%) et les plus élevés en Grèce (38,5%), en Espagne (32,7%) et en Italie (31,9%).
- **La croissance du PIB atteint 1,5% dans l'UE à 28 et 1,2% dans la zone euro au quatrième trimestre 2018**, Eurostat le 31 janvier. Le rythme de croissance de l'économie européenne affiche un net ralentissement puisqu'au troisième trimestre 2018, la croissance du PIB avait atteint 1,8% en g.a dans l'UE et 1,6% dans la zone euro. Comparé au troisième trimestre 2018, le PIB a progressé au quatrième trimestre de 0,3% dans l'UE et de 0,2% dans la zone euro.
- **Transparency international a publié le 29 janvier le classement 2018 de l'indice sur la perception de la corruption**. L'indice est calculé sur la base de l'évolution de chaque pays par treize organisations internationales (dont au minimum trois doivent évaluer chaque pays) et l'indice se constitue en un score de 0 (corruption maximale) à 100 (aucune corruption). La note moyenne mondiale est de 43 et les deux-tiers des 180 pays évalués obtiennent une note inférieure à 50. On n'observe pas de changement notable dans ce classement pour la France comme pour les pays d'Europe centrale et balte, tous ces pays obtiennent une note supérieure à la moyenne à l'exception de la Hongrie.



Rang	Pays d'Europe centrale et balte	Score 2018 (points)	Score 2017 (points)	Evolution dans le classement 2018/2017
18 ^{ème}	Estonie	73	71	+ 3 places
21 ^{ème}	France	72	70	+ 2 places
36 ^{ème}	Pologne	60	60	Inchangé
36 ^{ème}	Slovénie	60	61	- 2 places
38 ^{ème}	République tchèque	59	57	+ 4 places
38 ^{ème}	Lituanie	59	59	Inchangé
41 ^{ème}	Lettonie	58	58	- 1 place
57 ^{ème}	Slovaquie	50	50	- 3 places
64 ^{ème}	Hongrie	46	45	+ 2 places

- Bloomberg a publié le 22 janvier le classement 2019 de l'indice global d'innovation.** L'indice global d'innovation est calculé sur la base de sept critères : intensité des dépenses de R&D, importance de la valeur ajoutée du secteur manufacturier, niveau de productivité, densité des entreprises *high tech*, enseignement tarifaire, densité de chercheurs et nombre de brevets. L'indice se constitue en un score de 0 à 100 établis sur la base de ces sept critères.

Rang	Pays d'Europe centrale et balte	Score 2019 (points)	Evolution score 2019/2018 (points)	Evolution dans le classement 2019/2018
10 ^{ème}	France	81,67	+ 0,92	- 1 place
22 ^{ème}	Pologne	69,10	+ 0,36	- 1 place
25 ^{ème}	République tchèque	68,09	+ 4,62	+ 3 places
31 ^{ème}	Slovénie	64,11		Non classée en 2018
32 ^{ème}	Hongrie	63,05	+ 1,37	- 5 places
36 ^{ème}	Estonie	61,79	+ 3,03	Inchangé
37 ^{ème}	Lituanie	59,73	+ 0,69	- 3 places
39 ^{ème}	Slovaquie	58,03	+ 1,15	- 1 place
42 ^{ème}	Lettonie	55,46	+ 1,81	- 2 places

- La fondation Heritage a publié le 30 janvier le classement de l'année 2019 de l'indice de liberté économique.** L'indice global consiste en une note de 0 à 100 établis sur la base de douze critères et de classer les pays en cinq groupes, à savoir : réprimés (moins de 49,9 points), globalement non-libres (50 à 59,9 points), modérément libres (60 à 69,9 points), globalement libres (70 à 79,9 points) et libres (plus de 80 points). La notation des Etats d'Europe centrale et balte et de la France en 2019 ne montre pas de changement notoire par rapport à 2018. L'indice global est calculé sur la base de douze critères, à savoir : l'Etat de droit (droit de propriété, intégrité du gouvernement et efficacité du système judiciaire), la taille du gouvernement (dépenses gouvernementales, charges fiscales et santé fiscale), l'efficacité règlementaire (liberté d'entreprises, liberté du travail et liberté monétaire) et l'ouverture des marchés (liberté de commerce, d'investissement et monétaire).

Rang	Pays d'Europe centrale et balte	Score 2019 (points)	Evolution score 2019/2018 (points)
15 ^{ème}	Estonie	76,6	- 2,2
21 ^{ème}	Lituanie	74,2	- 1,1
23 ^{ème}	République tchèque	73,7	- 0,5
35 ^{ème}	Lettonie	70,4	- 3,2
46 ^{ème}	Pologne	67,8	- 0,7
58 ^{ème}	Slovénie	65,5	+ 0,7
64 ^{ème}	Hongrie	65	- 1,3
65 ^{ème}	Slovaquie	65	- 0,3



71 ^{ème}	France	63,8	- 0,1
-------------------	--------	------	-------

Pologne

- **Visite de Nathalie Loiseau en Pologne.** Lors de sa visite à Varsovie les 28 et 29 janvier 2019 Nathalie Loiseau, Ministre chargée des Affaires européennes, s'est entretenue notamment avec le Ministre polonais des Affaires étrangères, Jacek Czaputowicz, et avec son homologue polonais, Konrad Szymański, ainsi qu'avec des représentants de l'opposition parlementaire et de la société civile. Avec le Ministre des Affaires étrangères, Madame Loiseau a évoqué la relation franco-polonaise et les dossiers d'actualité internationale. Les questions européennes ont été plus particulièrement abordées au cours de l'entretien avec M. Szymański, en vue de rechercher des points de convergence sur plusieurs dossiers en cours : le Brexit, le prochain cadre financier pluriannuel, le paquet mobilité, la fiscalité du numérique et les droits d'auteurs.
- **Le taux de chômage s'établit à 5,9% de la population active au 31 décembre 2018,** Ministère de la famille, du travail et des affaires sociales. Le nombre des demandeurs d'emploi atteignait 971 300 personnes fin décembre 2018, soit une diminution de 10,2% par rapport à fin décembre 2017. En l'espace d'un an, le taux de chômage en Pologne a diminué de 0,3 pp. Le Ministère se félicite par ailleurs de l'augmentation du taux d'emploi pour la frange de la population de 20 à 64 qui se situait fin septembre 2018 à 72,8%, soit une hausse de 4,4 pp en l'espace de trois ans. On notera par ailleurs que calculé sur la base du nombre de demandeurs d'emploi inscrits au Bureau du travail, le taux de chômage communiqué par le Ministère est structurellement plus élevé que celui calculé par Eurostat sur la base de l'enquête de la force de travail et servant aux comparaisons internationales (définition du BIT). Ce taux s'élevait à 3,5% de la population active en Pologne en décembre 2018, contre une moyenne de 6,6% dans l'ensemble de l'UE à 28.
- **Les ventes du commerce de détail ont augmenté de 3,9% en g.a en décembre 2018,** Bureau des Statistiques (GUS). Il s'agit d'une hausse considérablement inférieure au consensus du marché anticipé, qui était de 6,8% et à la croissance observée au mois de novembre (6,9%) ce qui peut s'interpréter comme une certaine détérioration de l'optimisme des ménages quoique, mis à part les denrées alimentaires (-2,4% en g.a.), les ventes de toutes les autres catégories ont enregistré une croissance positive. On notera que sur l'ensemble de l'année 2018, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 6,2% en g.a, après une hausse de 7,3% en 2017.
- **Le nombre de nouveaux logements mis en vente en 2018 a augmenté de 3,6% et s'élève à 184 800,** données préliminaires du GUS. En 2017 le nombre de nouveaux logements mis en vente avait augmenté de 9,1%. L'augmentation des logements mis en vente en 2018 résulte pour l'essentiel de la forte activité des promoteurs immobiliers dont les ventes, qui représentent plus de 60% de la moitié du total (111 600 logements) ont augmenté de 6,2% ; on notera que la part des promoteurs immobiliers dans le marché des nouveaux logements vendus a augmenté en 2018 de 9,8pp. Le nombre de nouveaux permis de construire délivrés en 2018 a augmenté de 2,7% en g.a. (atteignant 257 100).
- **Le volume de la production industrielle a augmenté de 5,8% en 2018,** GUS. A titre de comparaison, la production industrielle avait augmenté de 6,6% en 2017. La production dans l'industrie manufacturière a augmenté de 5,7%, la production de l'énergie et de la chaleur de 9% alors que la production du secteur minier n'a augmenté que de 1% en 2018. On notera une hausse prononcée de la production du secteur "bâtiment – travaux publics" qui a augmenté en 2018 de 17,9%, après une croissance de 12,1% en 2017.
- **La croissance du salaire moyen dans le secteur privé en 2018 atteint 7,1% ; le salaire moyen s'établissant à 4851,61 PLN (1137 euros) bruts mensuels,** GUS. Le nombre de personnes employées a augmenté dans le secteur privé de 3,5% en 2018. A titre de comparaison, le salaire mensuel moyen dans le secteur des entreprises avait augmenté de 5,9% et l'emploi salarié de 4,5% en 2017.
- **Feu vert de la Commission européenne pour une aide publique de soutien à la construction d'une usine de batteries de véhicules électriques par LG.** La Commission européenne a approuvé, lundi 28 janvier, une mesure polonaise d'aide à l'entreprise LG Chem pour la construction d'une usine de batteries



de véhicules électriques dans la région de Dolnoślaskie (près de Wrocław). Chiffré à 36 millions d'euros, ce soutien devrait permettre la création de 700 emplois dans une région éligible aux aides régionales. Constatant que, sans cette aide, le projet ne verrait pas le jour, que la mesure serait limitée au minimum nécessaire et qu'elle contribuerait à la création d'emplois, au développement économique et à la compétitivité dans une région désavantagée, la Commission lui a donné son feu vert au titre des lignes directrices relatives aux aides d'État à finalité régionale pour la période 2014-2020.

- **La croissance du PIB polonais atteint 5,1% en 2018**, estimations préliminaires du GUS. La demande domestique a contribué à la croissance à hauteur de 5,1pp (dont 3,3pp de pour les dépenses de consommation finale) tandis que les exportations nettes ont eu un impact neutre sur la croissance. La demande domestique a augmenté de 5,3% (contre 4,9% en 2017) et la consommation des ménages de 4,5% (contre 4,9% en 2017). La croissance de l'investissement (FBCF) atteint 7,3% en 2018 (contre 3,9% en 2017) et par conséquent le taux d'emplois a augmenté de 17,7% en 2017 à 18,1% en 2018.

Hongrie

- **La croissance du PIB hongrois devrait atteindre 4,2% en 2019**, prévisions de la Banque *Takarebank* publiées le 19 janvier. La *Takarebank* a relevé ses prévisions de croissance pour l'économie hongroise en 2019 de 0,1pp comparé au mois d'octobre dernier. La croissance de l'économie hongroise devrait continuer à être tirée par la demande interne, principalement la consommation des ménages dont les salaires devraient croître de 9% en termes nominaux en 2019 (contre 11,3% en 2018 d'après les premières estimations). *Takarebank* table sur une inflation à 3% sur l'ensemble de l'année 2019 (après 2,8% sur l'ensemble de l'année 2018). Les prévisions de croissance de la *Takarebank* pour l'année 2019 sont supérieures à celles du gouvernement hongrois (3,9%) et de du cabinet de conseil GKI (3,4%).
- **La Hongrie a reçu de la part de l'Union européenne 4,4 milliards d'euros dans le cadre de la campagne des fonds européens 2014-2020 sur la seule année 2018**, Ministère de l'innovation et de la technologie le 21 janvier. Le communiqué du Ministère précise qu'au 31 décembre 2018, la Hongrie a utilisé 31% des fonds prévus par l'UE pour la campagne 2014-2020 (la moyenne européenne est de 27% au 31 décembre 2018). Pour rappel, la Hongrie recevra de la part de Bruxelles quelques 25,014 milliards d'euros pour la période 2014-2020.
- **Le déficit public de la Hongrie atteint 1445,1 milliards HUF (4,54 milliards d'euros) sur l'ensemble de l'année 2018, soit 106,2% de la cible fixé par le budget 2018 à 1360,7 milliards d'euros (4,23 milliards d'euros)**, Ministère des finances le 22 janvier. Le Ministère des finances estime que le déficit public atteint dans ses conditions près de 2% du PIB de l'année 2018, soit en-dessous des 2,4% prévus. En décembre 2018, un excédent public à hauteur de 397,3 milliards HUF (1,25 milliards d'euros) a été atteint, alors qu'en décembre 2017 la Hongrie avait enregistré un déficit public de 194,4 milliards HUF (611 millions d'euros). Le Ministère des finances anticipe un ratio de dette publique au sens de Maastricht à 71% du PIB au 31 décembre 2018. Les chiffres définitifs sur les finances publiques hongroises de l'année 2018 ne seront connus qu'au plus tôt fin mars 2019.
- **La Hongrie comptait 241 900 chômeurs en décembre 2018 et le taux de chômage s'établit à 5,2% de la population active**, Bureau du travail hongrois le 22 janvier. Le nombre de demandeurs d'emplois est ainsi en baisse de 5% comparé au niveau atteint en décembre 2017. 27,4% des chômeurs (soit 66 200 personnes) étaient au chômage depuis plus d'un an. On notera que le taux de chômage calculé par le Bureau du travail hongrois diffère de celui d'Eurostat, calculé sur la base des critères du Bureau international du travail (BIT) et qui s'établit à 3,7% en octobre 2018 (communiqué du 9 janvier 2019).
- **Le salaire moyen s'établit à 355 100 HUF (1116 euros) bruts mensuels en novembre 2018, soit une hausse de 10,4% en termes nominaux en g.a**, KSH le 22 janvier. En termes nets, le salaire moyen était de 236 100 HUF (742 euros) en novembre 2018, soit une hausse de 10,6% en termes nominaux en g.a. Compte tenu de l'inflation qui atteignait 3,1% en g.a en novembre 2018, la croissance des salaires atteint 7,3% en termes réels. Le salaire moyen s'établissait respectivement à 368 280 HUF (1158 euros) bruts



mensuels dans le secteur privé (soit une hausse de 11,1% en termes nominaux et de 8% en termes réels) et à 331 620 HUF (1043 euros) bruts mensuels dans la fonction publique (soit une hausse de 8,1% en termes nominaux et de 5% en termes réels). La croissance des salaires est supérieure à 10% en rythme annuel en Hongrie depuis janvier 2017. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2018, le salaire moyen s'établit en Hongrie à 324 423 HUF (1020 euros) bruts mensuels, soit une hausse de 11,6% en termes nominaux et de 8,5% en termes réels. Le salaire moyen s'établit à respectivement 338 528 HUF (1065 euros) bruts mensuels dans le secteur privé (+10,9% en termes nominaux et + 7,8% en termes réels) et à 307 044 HUF (966 euros) dans la fonction publique (+12,5% en termes nominaux et +9,4% en termes réels). En termes nets, le salaire moyen s'établit à 217 598 HUF (684 euros) mensuels dans l'ensemble de l'économie, respectivement à 225 121 HUF (708 euros) dans le secteur privé et à 204 184 HUF (642 euros) dans la fonction publique. Le consensus des économistes table sur une croissance des salaires de 6-7% en termes réels en 2019 en Hongrie.

- **La dette publique de la Hongrie au sens de Maastricht devrait être réduite à 69,9% du PIB fin 2019**, communiqué du Ministère des finances le 23 janvier. La dette publique devrait ensuite baisser à 66,4% du PIB fin 2020 et 62,7% fin 2021. En termes absolus, la dette publique devrait s'élever à respectivement 30 710,6 milliards HUF (96,51 milliards d'euros) fin 2019, 31 270,8 milliards HUF (98,27 milliards d'euros) fin 2020 et 31 670,2 milliards HUF (99,52 milliards d'euros) fin 2021. Au 30 septembre 2018, la dette publique hongroise représentait 72,4% du PIB d'après les données de la Banque centrale de Hongrie (MNB). Le déficit public devrait atteindre 1,8% du PIB en 2019, 1,5% en 2020 et 1,2% en 2021.
- **L'Union syndicale indépendante des salariés d'Audi en Hongrie a entamé un mouvement de grève d'une durée d'une semaine à partir du 24 janvier**. Les salariés réclament une hausse minimale des salaires de 40% en 2019 et en 2020 ; la Direction ne leur a accordé pour l'instant une revalorisation de leurs salaires de 10% en 2019 puis 10% en 2020. L'Union syndicale indépendante des salariés d'Audi en Hongrie compte 7300 membres parmi les 13 000 salariés d'Audi en Hongrie. Pour rappel, les salaires enregistrent un taux de croissance à deux chiffres en Hongrie depuis le début de l'année 2017. Un accord a finalement été trouvé entre les syndicats et le patronat d'Audi mercredi 30 janvier ; l'accord prévoit une hausse des salaires en moyenne de 18% sur la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 mars 2020, mais la hausse minimale garantie sera de 75 000 HUF (238 euros) bruts mensuels pour tous les salariés. L'accord prévoit que les salariés recevront des avantages en nature à hauteur de 400 000 HUF (1268 euros) par an en 2019 et 2020 et tous les salariés auront droit à un week-end complet de repos (deux jours) chaque mois à compter du 1^{er} mai 2019.
- **Le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 5% en g.a en novembre 2018**, KSH le 24 janvier. La hausse atteint respectivement 2% pour les produits alimentaires, 8,2% pour les produits alimentaires et 5,6% pour les ventes de carburant. Sur les onze premiers mois de l'année 2018, le volume des ventes du commerce de détail a progressé de 6,2% en Hongrie ; respectivement 3,8% pour les produits alimentaires, 9,3% pour les produits non-alimentaires et 6,5% pour les ventes de carburant.

République tchèque

- **La réforme fiscale, initialement prévue pour l'année 2019, est reportée à 2021**, annonce du Premier Ministre tchèque Andrej Babis le 20 janvier. La décision de reporter cette réforme fiscale est motivée principalement par la baisse des recettes fiscales qu'elle induirait. Le projet de réforme fiscale prévoit une réforme de l'impôt sur le revenu, soit 19% pour les revenus inférieurs à 1,5 million CZK (58 600 euros) annuels et 24% pour les revenus au-dessus de ce seuil.
- **Le salaire moyen des enseignants en République atteint 39 000 CZK (1525 euros) bruts mensuels en janvier 2019**, Ministère de l'éducation le 21 janvier. Le salaire moyen des enseignants représentent ainsi près de 123% du salaire moyen en République tchèque (31 516 CZK/ 1231 euros bruts mensuels au troisième trimestre 2018). Les salaires des professeurs seront revalorisés de 15% en 2020 ; cette hausse consistera pour la moitié en une revalorisation de la grille des salaires de la profession et pour l'autre moitié



en une hausse des primes. Le gouvernement tchèque s'était engagé en 2018 à augmenter le salaire des professeurs de 50% par rapport à son niveau de 2017 à l'horizon 2021, soit un salaire moyen de 45 000 CZK (1758 euros) bruts mensuels.

- **Le prix moyen de l'immobilier à l'achat à Prague était de 101 091 CZK (3935 euros) le mètre-carré à Prague en décembre 2018, soit une hausse de 18,6% en g.a.**, CSU le 23 janvier. Les prix de l'immobilier à Prague ont en moyenne augmenté de 82% à Prague depuis juin 2015. 5000 appartements ont été vendus à Prague en 2018, un chiffre en baisse de 9% par rapport à 2017 et au plus bas depuis 2012. Les sociétés immobilières tchèques prévoient une poursuite de ce rythme de croissance rapide des prix de l'immobilier en 2019. Prague est l'une des villes en Europe où l'accès à la propriété d'un appartement neuf est le plus difficile ; il faut en moyenne plus de douze années de salaire moyenne d'après les résultats d'une étude menée par le cabinet de conseil KPMG en 2017. En raison de cette hausse des prix de l'immobilier, aussi concernant les logements en location, plus de 10% des habitants de Prague estiment avoir des difficultés à finir le mois avec leurs salaires, à en croire une étude de l'Office statistique tchèque publiée début janvier 2019.
- **16% des entreprises tchèques ont recours à la robotique industrielle en 2018**, Office statistique tchèque (CSU) le 22 janvier. Ce taux est le plus élevé dans les grandes entreprises (plus de 250 salariés) tchèques où il atteint 53%. CSU note qu'à l'opposé, encore 2% des entreprises tchèques ne disposent pas d'une connexion internet en 2018. 83% des entreprises tchèques disposent de leur propre site internet et 19% d'entre elles vendent leurs produits via internet.
- **La production de véhicules de tourisme en République tchèque atteint 1,437 millions en 2018, un record historique dans le pays et une hausse de 1,7% comparé à 2017**, Association tchèque des automobilistes le 28 janvier. La plupart des véhicules de tourisme produits étaient *Skoda* (886 000 unités, +3,3% par rapport à 2017), *Hyundai* (340 300 unités, -4,6% par rapport à 2017) et *TPCA* (202 000 unités, +6% par rapport à 2017).
- **Le Ministère des finances a revu sa prévision de croissance à la baisse à 2,5% pour l'année 2019 le 30 janvier**. En novembre dernier, le Ministère tablait sur une croissance de 2,9% ; la prévision de croissance a été revue à la baisse principalement en raison d'un ralentissement économique à anticiper en Allemagne (premier partenaire commercial de la République tchèque qui absorbe près d'un tiers de ses exportations) et de la pénurie de main d'œuvre qui devient de plus en plus marqué dans le pays (le taux de chômage au sens du Bureau international du travail s'établissait à 1,9% de la population active en novembre 2018, soit un taux historiquement faible). La Banque centrale tchèque (CNB) table en revanche sur une croissance du PIB de 3,3% en 2019.

Slovaquie

- **69 100 ressortissants étrangers travaillent en Slovaquie au 31 décembre 2018, un chiffre en hausse de 19 600 par rapport au 31 décembre 2017**, Bureau du travail slovaque (UPSVR) le 21 janvier. Parmi les ressortissants étrangers travaillant en Slovaquie, la plupart sont originaires de Serbie (13 600 au 31 décembre 2018, + 1300 en un an), d'Ukraine (11 800, + 7 200 en un an) et de Roumanie (11 100, +2400 en un an). Un tiers des ressortissants étrangers travaillaient dans la région capitale de Bratislava.
- **Le taux de chômage s'établissait à 5% de la population active en décembre 2018**, UPSVR le 22 janvier. La Slovaquie comptait ainsi 138 200 chômeurs en décembre 2018. Comparé au moins de janvier 2018, le taux de chômage a reculé de 0,9pp, le pays comptait alors 163 100 chômeurs. Le Ministre du travail slovaque Jan Richter anticipe une baisse du taux de chômage à 4,5% d'ici la fin de l'année 2019 ; le nombre de nouveaux emplois créés en 2019 devrait être inférieur à celui de 2018, principalement en raison du ralentissement économique à anticiper dans la zone euro. Le Bureau du travail slovaque recense en décembre 2018 quelques 73 890 emplois vacants dans le pays en décembre 2018. Eurostat estime en



revanche le taux de chômage en Slovaquie à 6% en novembre 2018 sur la base des critères du Bureau international du travail (BIT).

- **La Banque centrale de Slovaquie (NBS) a revu sa prévision de croissance 2019 à la baisse de 4,3% à 4,2% mardi 29 janvier.** Cette décision a été motivée par un ralentissement des investissements et de la demande externe à prévoir. Pour l'année 2020, la NBS maintient sa prévision de croissance de 4%.
- **L'indice du sentiment économique global de l'économie slovaque atteint en janvier 2019 son plus bas niveau depuis mai 2014 à 97,1 points,** Indice de l'Office statistique slovaque (SU) publié le 29 janvier. L'indice est ainsi en recul de 0,5 point comparé à décembre 2018 ; la confiance des consommateurs ainsi que la conjoncture économique dans l'industrie sont actuellement en berne.
- **Le Parlement slovaque a approuvé une loi mercredi 30 janvier permettant l'exonération d'impôts pour les bonus (soit un treizième ou quatorzième mois de salaires) accordés aux salariés à partir de l'année 2019.** Le bonus, qui devait jusqu'à présent représenter au moins un mois de salaire moyen d'un salarié, aura désormais un seuil minimal de 500 euros bruts.

Slovénie

- **Le taux de chômage s'établit à 7,9% de la population active en Slovénie en novembre 2018,** Bureau du travail slovène le 21 janvier. Comparé au mois de novembre 2017, le taux de chômage a reculé de 0,8pp. Les taux de chômage les plus élevés ont été enregistrés dans les régions de Murska Sobota (12,5%) et de Maribor (9,5%), tandis que les taux les plus faibles ont été enregistrés dans les régions de Kranj (5,2%) et de Nova Gorica (5,9%).
- **La hausse des prix à la production industrielle atteint 1,4% sur l'ensemble de l'année 2018,** Office statistique slovaque (SU) le 21 janvier. La hausse des prix à la production industrielle a ainsi ralenti puisqu'elle avait atteint 2,2% sur l'année 2017. En 2018, les prix à la production industrielle ont été tirés à la hausse principalement par les prix de l'énergie (+5,5%).
- **Le Parlement slovène a approuvé les amendements du cadre budgétaire de l'année 2019 jeudi 24 janvier.** Le nouveau cadre budgétaire augmente les dépenses des administrations publiques à 20,61 milliards d'euros pour l'ensemble de l'année 2019. En dépit de cette augmentation l'excédent budgétaire devrait doubler et atteindre 0,4% du PIB en 2019. Les dépenses budgétaires de l'État seront limitées à 10,16 milliards d'euros, contre 9,70 milliards d'euros dans le cadre budgétaire initial.
- **L'année 2018 a été une année record pour le tourisme en Slovénie.** D'après les chiffres préliminaires publiés par l'Office statistique slovène le 31 janvier, 5,6 millions de touristes ont visité le pays en 2018 et le nombre de nuitées dans les hôtels du pays atteint 15,3 millions.
- **La Slovénie a enregistré un excédent budgétaire à hauteur de 537 millions d'euros en 2018, soit 1,2% du PIB,** Office statistique slovène le 31 janvier. La situation budgétaire de la Slovénie s'est nettement améliorée puisqu'en 2017, le pays avait enregistré un déficit budgétaire à hauteur de 0,8% du PIB.

ETATS BALTES

Estonie

- **La hausse des coûts dans le secteur de la construction atteint 1,7% en g.a au quatrième trimestre 2018,** Office statistique estonien le 21 janvier. Les coûts dans le secteur de la construction sont principalement tirés à la hausse par les coûts de la main d'œuvre (+3,9% en g.a au quatrième trimestre 2018) et des machines (+3,6% en g.a). Comparé au troisième trimestre 2018, la hausse des coûts dans le secteur de la construction atteint 0,8% au quatrième trimestre 2018.
- **La hausse des prix à la production industrielle atteint 1,6% en g.a en décembre 2018,** Office statistique estonien le 21 janvier. La hausse des prix à la production industrielle a été tirée principalement par celle des prix de l'énergie (+39,7% en g.a en décembre 2018), alors que les prix des produits



manufacturés (-1% en g.a) et de l'exploitation des minerais et carrières (-2,6% en g.a) ont baissé. Entre novembre et décembre 2018, les prix à la production industrielle ont baissé de 0,6% en Estonie.

- **La croissance du PIB estonien devrait atteindre 2,8% en 2019 et 2,5% en 2020**, prévisions d'hiver de la SEB Bank publiées le 23 janvier. Les prévisions de croissance de l'économie estonienne ont été revues à la baisse puisque la SEB Bank tablait sur une croissance de 3% en 2019 et 2,8% en 2020 dans les dernières prévisions en novembre dernier, principalement en raison d'un ralentissement à anticiper en Suède et en Finlande, deux principaux partenaires de l'Estonie. La croissance du PIB devrait être tirée par les dépenses de consommation des ménages, qui devraient croître de 4% en 2019 puis de 3,4% en 2020 et l'investissement, principalement dans le secteur public grâce à l'absorption des fonds européens. L'Institut estonien de recherche économique (EKI) estime la croissance du PIB estonien à 3,6% sur l'ensemble de l'année 2018 et estime qu'elle devrait décélérer à 3,3% au premier semestre 2019.
- **Les ventes du commerce de détail ont représenté 667,9 millions d'euros en décembre 2018 (+3% en g.a)**, Office statistique estonien le 30 janvier. Sur l'ensemble de l'année 2018, les ventes du commerce détail ont représenté 7,1 milliards d'euros, soit une hausse de 1% comparé à 2017 (nettement inférieur au salaire moyen qui a progressé de 7,2% en termes nominaux et 4% en termes réels sur les neuf premiers mois de l'année 2018).
- **L'inflation atteint 3,3% en g.a en décembre 2018, soit le taux d'inflation le plus élevé de toute l'Union européenne**, Office statistique estonien. L'inflation est principalement alimentée par la hausse des droits d'accises (+5,8% pour l'IPCH des alcools entre 2017 et 2018), la hausse du prix de l'immobilier (+9,2%), de l'électricité (passant de 5,89c/kWh en janvier 2018 à 7,81 c/kWh en décembre 2018) et la croissance rapide des salaires (+9,5% en 2018). L'inflation devrait ralentir à 2,6% en 2019, notamment en raison de la baisse des prix de l'énergie au cours des derniers mois et un ralentissement de l'augmentation des taxes au début de l'année 2019.
- **Plusieurs établissements du secteur bancaire estonien ont annoncé des résultats en hausse, tirant profit de la sortie de la banque Danske du marché**. Le groupe LHV a annoncé un bénéfice de 27,2 millions d'euros pour l'année 2018 (+23% par rapport à 2017), et l'agence Moody's a également augmenté la notation de la banque au niveau Baa1. Le Swedbank a annoncé un bénéfice de 207 millions d'euros en 2018 (+21% par rapport à 2017), un résultat qui consolide sa position d'acteur majeur du secteur bancaire estonien. La Coop Pank connaît une légère hausse de sa clientèle, mais son profit demeure inférieur à 5 millions d'euros. La SEB ne tire aucun profit de la défection de la Danske, ses profits s'établissent à 65,7 millions d'euros (soit une baisse de 25% par rapport à 2017).

Lettonie

- **La Lettonie comptait près 446 000 personnes menacées de pauvreté en 2017, soit 23,3% de la population (+1,2pp par rapport à 2016)**, Bureau letton des statistiques (CSB) le 18 janvier. En 2017, le seuil de pauvreté était fixé à 367 euros par mois pour une personne seule (contre 330 euros en 2016) et à 770 euros par mois pour un ménage de deux adultes avec deux enfants de moins de 14 ans (contre 694 euros en 2016). Le plus fort taux de pauvreté était enregistré en 2017 dans la province de Latgale (39,2% de la population) et le plus faible à Riga (13,5%). Les personnes les plus exposées à la pauvreté sont les personnes âgées de plus de 65 ans (74% d'entre elles étaient pauvres en 2017), les chômeurs (59,5%) et les familles monoparentales (32,6%). CSB estime que les transferts sociaux réduisent la pauvreté de manière conséquente, une étude menée par CSB estime que taux de pauvreté serait de 39,1% en 2017 en l'absence de transferts sociaux.
- **Le nombre de touristes ayant séjourné dans les hôtels de Lettonie sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2018 atteint 5,019 millions, soit une hausse de 8,5% en g.a**, CSB le 22 janvier. La hausse du nombre de touristes a été la plus importante pour les touristes étrangers ; 3,502 millions de touristes étrangers ont visité la Lettonie sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2018, soit une hausse de 10,2% en g.a.
- **Les prix à la production industrielle ont augmenté de 5,4% en g.a en décembre 2018**, CSB le 22 janvier. La hausse des prix atteint respectivement 10,9% pour l'énergie, 4,1% pour les produits



manufacturés et 3,2% pour les minerais et carrières. Les prix à la production industrielle ont augmenté de 7,3% en g.a pour les produits destinés au marché domestique et de 3,7% pour les produits destinés à l'exportation en décembre 2018. Comparé au mois de novembre dernier, les prix à la production industrielle ont enregistré une hausse de 0,3% ; respectivement de 1,1% pour l'énergie, 0,1% pour les produits manufacturés tandis que le prix des minerais est resté stable.

- **La Lettonie a économisé 66 millions d'euros liés aux coûts de la dette publique depuis l'adoption de l'euro le 1^{er} janvier 2014**, Ministère des finances le 22 janvier. Cette baisse des coûts s'explique principalement par le fait que l'euro supprime les coûts de conversion avec les autres membres de la zone euro. Le Ministère des finances indique également que le PIB letton a en moyenne enregistré une croissance de 3,3% par an sur la période 2014-2018.
- **La croissance du PIB letton devrait atteindre 3,5% en 2019 et 3,2% en 2020, prévisions d'hiver de la SEB Bank publiées le 23 janvier**. La croissance de l'économie lettone devrait ainsi ralentir par rapport au rythme de l'année 2018 (4,8%), principalement en raison d'une plus faible demande extérieure. La croissance du PIB sera principalement tirée par la demande interne, notamment les dépenses de consommation finale des ménages avec des salaires en forte hausse (lié à la situation de pénurie de main d'œuvre). La croissance des investissements devrait rester robuste grâce à l'absorption des fonds européens ; en 2019 et 2020, la Lettonie devrait être le pays balte à afficher le rythme de croissance le plus rapide. Les estimations préliminaires de CSB publiées le 30 janvier font état d'une croissance du PIB letton de 5% en g.a au et de 1,1% en g.t quatrième trimestre 2018.
- **La hausse des coûts dans le secteur de la construction atteint 4,4% sur l'ensemble de l'année comparé à 2017**, CSB le 30 janvier. La hausse atteint respectivement 8,3% pour la rémunération des salariés, 3,7% pour le prix des matériaux de construction et 2,8% pour les coûts d'entretien et de maintenance des machines. Sur le seul mois de décembre 2018, les coûts dans le secteur de la construction ont augmenté de 5,6% en g.a ; respectivement 8,7% pour la rémunération des salariés, 5,8% pour le prix des matériaux de construction et 3,1% pour les coûts d'entretien et de maintenance des machines. Entre novembre et décembre 2018, les coûts dans le secteur de la construction ont augmenté de 0,7% ; respectivement 1,1% pour la rémunération des salariés, 0,8% pour le prix des matériaux de construction et 0,1% pour les coûts d'entretien et de maintenance des machines.
- **Le volume des ventes du commerce de détail a augmenté en 2018 de 4% par rapport à 2017**, CSB le 30 janvier. La hausse atteint respectivement 4,2% pour les produits alimentaires, 4,2% pour les produits non-alimentaire et 2,9% pour le carburant. Sur le seul mois de décembre 2018, le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 2,2% en g.a ; respectivement 1,5% pour les produits alimentaires, 4,4% pour les produits non-alimentaires et 3% pour le carburant. Comparé au mois de novembre dernier, les ventes du commerce de détail ont chuté de 1,2% en décembre.

Lituanie

- **Les recettes d'Etat et municipales de la Lituanie ont atteint 8,6 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2018, soit une hausse de 8,9% par rapport à 2017 et un niveau supérieur de 1,5% par rapport à la cible fixé par le budget 2018**, Ministère des finances le 22 janvier. Les recettes d'Etat à elles seules ont atteint 6,8 milliards d'euros (supérieures de 0,6% au niveau cible) et les recettes de TVA 3,5 milliards d'euros (+7,5% par rapport à 2017 et conformes aux prévisions). Les recettes de l'impôt sur les sociétés se situent en revanche 1% inférieure à la cible fixée par le budget 2018, principalement en raison de la hausse des coûts salariaux et d'investissements. Les recettes de l'impôt sur le revenu ont atteint 1,8 milliards d'euros, soit un niveau supérieur de 1,3% à la cible anticipée.
- **La croissance du volume des ventes du commerce de détail atteint 4,7% en g.a en décembre 2018**, Office statistique lituanien le 29 janvier. Le rythme de croissance des ventes du commerce de détail a ralenti pour le quatrième mois consécutif en décembre dernier. Comparé à novembre dernier, le volume des ventes du commerce de détail a reculé de 0,2% en décembre. Sur l'ensemble du quatrième trimestre 2018, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 6,5% en g.a (contre 7,8% en g.a au troisième trimestre 2018). La croissance des ventes du commerce de détail atteint 6,5% sur l'ensemble de



l'année 2018 d'après les estimations préliminaires de l'Office statistique lituanien. Ce rythme de croissance devrait ralentir en 2019, principalement en raison du ralentissement économique qui devrait s'installer progressivement dans le pays.

- **La croissance du PIB lituanien a atteint 3,5% sur l'ensemble de l'année 2018, avec une pointe observée à 3,9% en g.a au quatrième trimestre**, Swedbank le 30 janvier. En 2019, la croissance de l'économie lituanienne devrait ralentir à 2,7% ; la croissance devrait rester tirée principalement par la consommation des ménages avec des salaires en forte hausse et par l'investissement permis par les fonds européens. La pénurie de main d'œuvre qualifiée devrait être de plus en plus visible et accroître la pression sur les salaires. La réforme fiscale entrée en vigueur en 2018 devrait avoir un impact positif sur l'économie lituanienne en 2019, puis s'estomper progressivement à partir de 2020.

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets
de calendrier

cvs : corrigé des
variations saisonnières

g.a. : glissement annuel

g.t. : glissement
trimestriel

IPC(H) : indice des prix
à la consommation
(harmonisé)

IPI : indice de la
production industrielle

IPP : indice des prix à
la production

PECO(B) : pays
d'Europe centrale et
orientale (balte)

pb : points de base

pp : points de
pourcentage

volume : à prix réels
(donnée mesurée aux
prix de l'année
précédente chaînés)


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Slovénie	Estonie	Lettonie	Lituanie								
PIB (variation N/N-1 en %)*																
2018	4,8	4,3	3,0	4,0	4,3	3,5	4,1	3,4								
2019	3,7	3,4	2,9	4,1	3,3	2,8	3,2	2,8								
2020	3,3	2,6	2,6	3,5	3,0	2,6	2,9	2,5								
Inflation (variation annuelle)*																
2018	1,2	3,0	2,1	2,6	2,0	3,5	2,7	2,6								
2019	2,6	3,3	2,2	2,6	2,3	3,3	2,7	2,2								
2020	2,7	3,0	1,8	2,4	2,2	2,5	2,4	2,1								
Chômage (% population active)																
2018	3,3	3,6	2,4	6,9	5,6	5,7	7,3	6,5								
2019	2,9	3,3	2,5	6,3	5,3	6,0	6,7	6,3								
2020	2,8	3,2	2,6	6,0	5,1	6,0	6,5	6,3								
Solde public (% PIB)																
2018	-0,9	-2,4	1,4	-0,6	0,5	0,5	-0,8	0,6								
2019	-0,9	-1,9	0,8	-0,3	0,4	0,5	-1,0	0,4								
2020	-1,0	-1,8	0,7	-0,1	0,2	0,2	-0,7	0,1								
Dettes publiques brutes (% PIB)																
2018	49,2	72,9	33,2	48,8	70,2	8,0	37,1	34,8								
2019	48,3	70,3	32,1	46,4	66,3	7,6	35,5	37,9								
2020	47,4	68,6	31,2	44,2	62,6	7,5	35,7	37,6								
Solde courant (% PIB)																
2018	-0,6	1,2	-0,5	0,0	7,5	3,5	0,0	-0,8								
2019	-0,9	0,0	-0,5	1,2	7,1	3,2	-0,4	-0,8								
2020	-1,3	0,3	-0,1	2,1	6,7	3,2	-0,4	-0,6								
Notation de la dette souveraine																
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	A-	Stable	BBB-	Positive	AA-	Stable	A+	Stable	A+	Positive	AA-	Stable	A	Stable	A	Stable
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	A1	Positive	A2	Positive	Baa1	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Stable
Fitch	A-	Stable	BBB-	Positive	AA-	Stable	A+	Stable	A-	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A-	Positive

* Prévisions d'automne 2018

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.


 MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Service Économique Régional de Varsovie
Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région

Validation : Benoît GRESS

Version du 01/02/2019